

<http://www.ujfp.org/spip.php?article6811>

The logo for UJFP (Union pour la Justice et la Paix) is displayed in a stylized, pixelated font. The letters are dark red with a white outline, set against a light, textured background.

Radio France vante les productions israéliennes... et oublie la colonisation

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Publication date: mercredi 28 novembre 2018

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

par Frédéric Lemaire et Pauline Perrenot. Publié le mercredi 28 novembre 2018 sur le site d'Acrimed.

La pastille radiophonique « En direct du monde » de France Info propose, tous les jours à 5h16 et à 10h56, des sujets d'actualité concernant différents pays du monde, élaborés par les correspondants de la radio publique présents sur place. Le 22 novembre, elle portait sur les mérites des avocats (les fruits) israéliens. Problème : l'émission omet certains « détails », comme le fait qu'une partie substantielle des fruits sont produits dans les territoires palestiniens occupés, et finit par prendre des allures de publicité. Un tropisme récurrent à en croire un autre reportage que la radio publique a consacré aux technologies hydrauliques israéliennes, en septembre dernier.

En écoutant « En direct du monde » ce jeudi 22 novembre, on en apprendra beaucoup sur la production d'avocats : sur leurs variétés, leurs atouts et leurs qualités [1], mais aussi sur le fait que la France « est un marché fondamental pour Israël », et, enfin, que « la production se fait essentiellement dans la vallée du Jourdain, en Cisjordanie, ou dans la plaine côtière en Israël ».

Dans ce qui s'apparente à une présentation promotionnelle détaillée, le journaliste omet de préciser un... détail : le fait qu'une part significative de cette production se fait dans les territoires palestiniens occupés, en exploitant des terres colonisées au profit de l'État d'Israël [2]. Des règlements européens disposent par ailleurs que cette production ne peut se revendiquer d'une origine israélienne. Cela a conduit Jean-Guy Greilsamer, membre de la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanction (BDS) et de l'Union juive française pour la paix (UJFP) à envoyer [une lettre ouverte à la médiatrice de Radio France](#) [3].

Mais tout cela n'est visiblement pas le propos du journaliste, qui choisit comme seuls intervenants un producteur du kibboutz Regavim (situé en Israël) et un membre de « la gigantesque coopérative Granot », dont on apprendra les prouesses (conditionnement, exportation) [4]. Vous avez dit sens du détail ?

Ce n'est pas la première fois que le contexte colonial est escamoté sur les chaînes de Radio France et dans les « reportages » d'actualité économique ou internationale concernant l'État d'Israël ou les territoires palestiniens [5]. Le 6 septembre dernier, le « Zoom de la rédaction » de France Inter mettait en valeur un reportage du même Étienne Monin intitulé « [L'eau, trésor d'Israël](#) », également commenté en présence de son auteur dans la pastille « [En direct du monde](#) » de France Info le même jour. Sur France Inter, le lancement en grande pompe du patron de la matinale, Nicolas Demorand, donnait le ton :

Et comment développer un pays sans véritable ressource en eau ? La question devient centrale avec le réchauffement climatique. L'OMS estime que dans sept ans, la moitié de la population mondiale vivra dans un secteur où l'eau risque de manquer. Allons voir comment Israël est devenu un pays en pointe qui mise sur la production et l'optimisation de l'eau avec des techniques qui s'exportent, vous allez le voir, dans le monde entier.

Comme on le comprendra assez vite, ce « comment » se réduira à une description - teintée d'admiration - techniciste des entreprises israéliennes et de la performance de leurs innovations, affranchie de toute mise en perspective

historique et politique, quand bien même le reportage affirme en avoir la prétention.

La première partie du sujet se focalise en effet sur l'entreprise Netafim et sur les techniques d'irrigation « au compte-gouttes » que cette dernière a développées dans le kibboutz Hatzerim (désert du Néguev). Inutile de préciser que l'auditeur n'apprendra rien sur le développement de cette entreprise - hormis qu'elle est « devenue une multinationale » - et certainement pas qu'elle faisait partie des sociétés visées par le Haut-Commissaire aux droits de l'homme à l'ONU, qui adressa en septembre dernier à ces dernières des courriers leur rappelant que leurs activités se développaient en violation du droit international [6]. Inutile de dire, également, que la célébration de ces « performances hydrauliques » et la libre parole laissée à un « chercheur qui tente de faire parler les amandiers » laisseront d'autres paroles et d'autres types de « performances » dans l'angle mort du reportage, comme par exemple l'extrême pénurie et la crise sanitaire liée à l'eau dans la bande de Gaza (sous blocus israélien), située à quelques dizaines de kilomètres seulement du lieu principal de reportage... [7]

Mais peut-être ces informations furent-elles jugées trop « périphériques » pour un format de 3 minutes. Laissons en tout cas à la radio publique le bénéfice du doute... jusqu'à la deuxième partie du reportage. Car, tout en prétendant « remonter aux origines pour comprendre l'histoire de l'eau en Israël » et répondre ainsi à la question initiale de Nicolas Demorand, le journaliste se paiera le luxe de ne pas mentionner un seul mot du contexte colonial et de ses conséquences pourtant déterminantes pour quiconque chercherait à comprendre « l'histoire ancienne » de cette ressource dans la région, son appropriation, sa gestion et sa répartition - parfaitement inégalitaire - entre les territoires palestiniens occupés et l'État d'Israël [8].

Le minimum journalistique pour un reportage prétendument soucieux des perspectives historiques aurait pourtant été de rappeler, par exemple, que « dès 1967, l'eau des territoires occupés a été placée par Israël sous contrôle militaire, et les résidents arabes se sont vu interdire de creuser de nouveaux puits, tandis que les colonies juives en foraient sans restriction. Selon la Banque mondiale, 90% de l'eau de la Cisjordanie est utilisée au profit d'Israël, les Palestiniens ne disposant que des 10% restants. » [9]

Suite à de « nombreux » signalements regrettant une telle absence de contextualisation, la médiatrice de Radio France, Emmanuelle Daviet, adressait en septembre dernier [une réponse aux auditeurs](#). Précisant d'abord que « nul n'ignore en effet que la gestion de l'eau entre Israël et les territoires palestiniens est un sujet éminemment politique et géostratégique », la médiatrice plaide ensuite en défense du reportage, invoquant le « choix journalistique » que constitue un traitement « sous l'aspect technique et environnemental ». Une réponse peu convaincante, a fortiori quand on rappelle la prétention du reportage à vouloir « comprendre l'histoire de l'eau en Israël », ce qui est censé, même en journalisme, inclure des aspects un tant soit peu... historiques. Et de poursuivre :

Les relations israélo-palestiniennes sont largement traitées. Pour votre complète information, notez que la pénurie d'eau dans plusieurs villages palestiniens et les tensions qui en résultaient ont déjà fait l'objet d'un reportage que [le journaliste] a signé et que vous pouvez retrouver ici : « En Cisjordanie, la pénurie de l'eau chauffe les esprits. »

Si [ce court article existe bel et bien](#), nous noterons qu'il date... du 15 juillet 2016. La médiatrice de radio France a-t-elle été à ce point noyée sous le « large traitement » de ses antennes qu'elle fut contrainte de déterrer un article vieux de plus de deux ans.

Loin d'être « anecdotiques », ces différents reportages disent en réalité beaucoup de la qualité de l'information délivrée par les médias dominants sur l'État d'Israël et sur ses relations avec les territoires palestiniens occupés. Une

information faite de biais systématiques, dont le plus criant consiste à « occulter presque totalement ce qui est pourtant l'essentiel de la vie quotidienne des Palestiniens et l'un des noeuds du « conflit » : l'occupation civile (colonies) et militaire (armée) des territoires palestiniens », et leurs conséquences sur l'organisation politique, économique et sociale des deux acteurs [10]. Faute de mentionner ce contexte, les articles et pseudo-reportages ne pourront prétendre délivrer une information rigoureuse et complète aux lecteurs/auditeurs, et contribueront plus largement à la normalisation de la colonisation israélienne.

Pauline Perrenot et Frédéric Lemaire

[1] Les avocats sont cueillis sur des arbres qui font environ trois mètres de haut. La production s'étale sur huit à neuf mois. Il y a dix variétés d'avocats, mais les plus célèbres sont l'Ettinger, avec sa peau fine et lisse, et le Hass, avec sa peau granuleuse. » La publicité se poursuit au moment de vanter la qualité des producteurs, qui « n'ont pas d'état d'âme : ce sont les meilleurs fruits qui partent à l'exportation », et qui font « des efforts pour proposer des avocats parfaitement mûrs, prêts à consommer.

[2] 30% de la production d'avocats « made in Israel » provient en effet, [selon le site israélien IsraelAgri](#), de la vallée du Jourdain, dans laquelle plusieurs milliers de colons résident sur des terres confisquées aux Palestiniens, dont de riches terres agricoles.

[3] Cette lettre n'a, à notre connaissance, pas reçu de réponse à ce jour.

[4] En revanche, on n'apprendra rien sur le « gigantesque » panel de secteurs économiques dans lesquels elle intervient, incluant la finance, les technologies de l'information, l'immobilier, l'énergie, l'automobile ou le recrutement, [cf. la page Wikipedia de l'entreprise](#).

[5] Si nous allons par la suite prendre l'exemple d'un reportage de France Inter daté de septembre 2018, nous pouvons signaler au moins deux autres cas problématiques : un reportage de RFI sur... l'avocat israélien daté de mars 2017, qui a la force d'être encore plus elliptique que celui de France Info, et un sujet de France Info sur « l'eau courante à Gaza » (janvier 2017), qui réussit l'exploit de parler de la catastrophe hydraulique sans mentionner une seule fois le blocus ou la destruction des infrastructures par l'armée israélienne.

[6] Sur ce sujet qui dépasse la critique des médias, [voir l'article de BDS](#) et [celui d'Amnesty International](#).

[7] Des « performances » pourtant relatées chaque année par l'OMS, une source fort peu confidentielle, notamment dans deux récents rapports datés de [2017](#) et [2018](#).

[8] À ce sujet, voir par exemple [le récent reportage \(15 août 2018\) de la correspondante de Mediapart à Jérusalem « Entre Israël et Palestine, l'enjeu crucial du partage de l'eau »](#) ou encore cet article de L'Humanité.

[9] Voir « [Proche-Orient, L'eau convoitée](#) » dans [Le Monde diplomatique](#).

[10] [Voir notre article « Informer sur le Proche orient : le syndrome de Tom et Jerry »](#).